

**AP N° 2024-MD-250-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
en application de l'article L.171-7 du Code l'environnement  
à l'encontre de la société MANUFACTORY EVER GRES - MEG pour ses activités situées  
Chemin des Ormissets – Zone industrielle  
51530 OIRY**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8, R.512-39-1, R.512-39-2 et R.512-39-3, ainsi que les dispositions de la section 8 du chapitre V et en particulier l'article R.515-75 ;

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 97-A-82-IC du 10 octobre 1997 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 99-A-35-IC du 28 avril 1999 autorisant la société Villeroy et Boch, à étendre ses installations situées sur le territoire de la commune de Oiry ;

**VU** le courrier du 22 juillet 2004 de la société Parefeuille informant la Préfecture de sa reprise de l'exploitation de la société Villeroy et Boch à Oiry ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-APC-182-IC du 12 décembre 2008 modifiant les conditions d'exploitation de la société Manufactory Ever Gres (MEG) et notamment son article 1.2.5 relatif à la cessation d'activité ;

**VU** la mise en liquidation judiciaire de la société par jugement en date du 21 mai 2024 et la nomination de Maître TIRMANT comme liquidateur judiciaire ;

**VU** les constatations effectuées par l'inspection des installations classées lors de la visite d'inspection en date du 11 octobre 2024 ;

**VU** le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, en date du 5 novembre 2024, faisant suite à sa visite du 11 octobre 2024 des installations de la société MEG, Chemin des Ormissets – Zone industrielle à Oiry ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et le rapport de l'inspection des installations classées portés le 21 novembre 2024 à la connaissance de Maître TIRMANT, liquidateur judiciaire, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**VU** l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du liquidateur judiciaire.

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite en date du 11 octobre 2024 sur le site de la société MEG situé Chemin des Ormissets – Zone industrielle » à OIRY – 51 530 , l'inspection des installations classées a constaté que la société MEG avait cessé son activité ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a entrepris aucune démarche administrative au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement concernant sa cessation d'activité ( articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement) ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas notifié au Préfet la cessation de son activité et n'a pas indiqué les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité du site ;

**CONSIDÉRANT** que la société MEG exerçait des activités relevant de la directive IED et qu'aucune évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R.515-59 n'a été réalisée ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite en date du 11 octobre 2024 sur le site, l'inspection des installations classées a constaté qu'il y avait encore une quantité importante de déchets ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de défaillance de l'exploitant, les prescriptions peuvent être adressées au liquidateur judiciaire et qu'en tant qu'exploitant es qualité, le liquidateur judiciaire a la responsabilité de répondre notamment aux prescriptions relatives à la cessation d'activité ;

**CONSIDÉRANT** que le fonctionnement de l'installation est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société MEG de régulariser sa situation.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

La Société MEG, située Chemin des Ormissets – Zone industrielle à OIRY – 51 530, dénommée ci-après l'exploitant, représentée par Maître TIRMANT en sa qualité de Mandataire liquidateur judiciaire domiciliée 34 rue des Moulins à REIMS (51100), est mise en demeure de procéder aux opérations de l'article 2 du présent arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions**

L'exploitant de la société MEG est mis en demeure de réaliser les actions suivantes à compter de la date de notification du présent arrêté :

- procéder à la notification de la cessation d'activité prévue à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement sous un délai de 3 mois ;
- indiquer les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité du site prévue à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement sous un délai de 3 mois ;
- effectuer la proposition d'usage future au propriétaire et à la collectivité prévue à l'article L.512-39-2 du Code de l'environnement sous un délai de 3 mois ;
- procéder à une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R.515-59 du Code de l'environnement sous un délai de 6 mois ;

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 2, le paiement d'une astreinte journalière de 100 euros/jour ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant de fait conformément au 1° et 2° du I de l'article L.171-7 du Code de l'environnement.

#### **Article 4 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 6 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le maire de Oiry qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, par courrier avec avis de réception, à la société MEG, représentée par Maître TIRMANT en sa qualité de Mandataire liquidateur judiciaire et domiciliée 34 rue des Moulins à REIMS (51100).

Châlons-en-Champagne, le

16 DEC. 2024

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU

